

Un livre pour apprendre le français de Romandie

Conçu par une ancienne étudiante de l'Université de Neuchâtel, l'ouvrage propose des exercices de langue et culture suisse.

Vous connaissez une personne qui apprend le français? Vous apprenez vous-même cette langue? Alors la publication «Parlons suisse!» est pour vous, surtout si vous souhaitez que le manuel ne soit pas exclusivement franco-français.

Dans cet ouvrage, en effet, on mentionne la Fête des vendanges de Neuchâtel, le Cenovis, le cellophane ou Heidi. Plus précisément, il propose 50 exercices et activités en rapport avec le français tel qu'il est parlé en Suisse romande (duvet, souper,

foehn, ça joue, etc.) et en rapport, plus généralement, à la culture suisse.

La France et Paris d'abord
La publication a été vernie lundi dans les locaux de l'Institut de français langue étrangère de l'Université de Neuchâtel. Comme son nom l'indique, il est spécialisé dans l'enseignement de la langue française (ainsi que de la littérature et de la civilisation françaises) aux étudiantes et étudiants non francophones.

Publié par les Editions Loisirs et Pédagogie, cet ouvrage est signé par Kimberley Perrenoud, ancienne étudiante de l'Université de Neuchâtel. Lors de l'élaboration de son mémoire de master, elle avait constaté que de nombreux documents utilisés dans les classes de français langue étrangère, en Suisse, étaient basés sur la France et même sur Paris.

Ecrit et oral

Autrement dit, il existait un décalage entre les manuels



Montagnes, fondue et edelweiss figurent notamment sur la couverture de la publication.
SP - EDITIONS LOISIRS ET PÉDAGOGIE

orale portent sur le vocabulaire, la grammaire, sur des mots et expressions typiquement romands, ainsi que sur la culture, la géographie ou encore sur le système politique suisse.

Solutions en ligne

Intégré au cahier, un code QR permet de trouver en ligne toutes les réponses. Il existe également des exercices complémentaires en ligne en lien avec la musique et la compréhension de chansons d'artistes de Suisse romande.

Illustrée par Adrienne Barman, la publication compte 64 pages. Elle peut être acquise auprès de l'éditeur pour le prix de 14 francs ou alors en librairie. **PHO**

Nouvelle directrice financière pour le CSEM

NEUCHÂTEL

Ex-CFO de la société Otis, Sara Girardi prendra la succession d'André Laville, qui partira à la retraite en 2024.

Le CSEM vient de nommer une nouvelle directrice financière (CFO). Sara Girardi (photo SP - CSEM) succédera à André Laville, qui partira en retraite l'an prochain, après 27 ans de bons et loyaux services.

«En tant que future CFO, Sara Girardi aura la charge de tous les dossiers financiers. Elle dirigera en outre la 'Business Unit Services', qui englobe les départements des finances et de contrôle, de la sécurité et des infrastructures», précise, dans un communiqué publié lundi, le centre d'innovation basé à Neuchâtel. «Parmi ses fonctions figureront également le conseil, l'aide à la création et l'accompagnement des start-ups.»

Sara Girardi, 45 ans, occupait auparavant le poste de directrice des finances chez Otis, la société spécialisée dans les ascenseurs et les appareils de levage. Durant sa carrière, elle a également travaillé pour le cabinet d'audit PwC, pour STMicroelectronics et Oriflame Cosmetics. **SEP**

NEUCHÂTEL

EXPLOSION DANS UN IMMEUBLE

Gros coup de chaud, hier, au centre-ville de Neuchâtel. Les occupants de l'immeuble sis rue des Moulins 25 ont été évacués sur le coup de 8 heures. Un voisin a entendu un «boum», selon des témoins, qui n'était autre qu'une explosion qui s'est produite dans un appartement de l'immeuble. Le studio en question était inoccupé et la déflagration n'a pas fait de blessé. Un mur du couloir s'est toutefois effondré, ce qui a nécessité l'évacuation préventive des occupants de l'immeuble. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes et les circonstances de cette explosion, «mais l'éventualité d'un problème provenant de l'alimentation du gaz a pu être exclue», annonce d'ores et déjà la police. **DMZ**

Surpris à uriner sur un domaine mis à ban

ENGES Deux des trois Engeois qui s'étaient trop approchés du domaine de la Baume ont été condamnés. Retour sur ce procès aux allures de Clochemerle.

PAR SANTI.TEROL@ARCINFO.CH

Le 27 mai 2018, ce septuagénaire enlevait un poteau avec l'indication «à ban» dans le domaine de la Baume, à Enges: «Je m'en fous de ce panneau: on ne met pas à ban un terrain agricole. Je l'ai posé devant le restaurant du Chasseur; je trouvais ça amusant», s'est-il expliqué, ce mercredi 27 septembre, devant le Tribunal de police, à Boudry. Cet épisode n'est qu'une des nombreuses escarmouches qui ont envenimé depuis une dizaine d'années les relations entre une partie des quelque 280 habitants d'Enges et le propriétaire du domaine. L'aménagement d'un portail, la plantation massive d'arbres, la mise à ban du domaine et l'installation de caméras de surveillance par le propriétaire, qui n'a jamais habité la commune, ont alimenté les conversations de bistrot.

Besoins pressants

A ban ou pas, le retraité s'est rendu plusieurs fois sur ce terrain, où il a œuvré de nombreuses années. Mais... pour se soulager.

«Pourquoi?», s'est enquis le juge Lino Hänni? «Parce que j'avais envie et ça me regarde.» «J'allais pas pisser dans ma culotte», a-t-il ajouté lorsque Alexandre Zen-Ruffinen, l'avocat du plaignant avec Valérie Nys, est revenu sur ces besoins pressants.

Le rentier AVS comparaissait avec deux autres Engeois, dénoncés par le propriétaire du Domaine de la Baume SA. Vidéos à l'appui, il les accusait de violation de domicile et violation de l'interdiction de passage.

Ce procès aurait pu ne pas avoir lieu. Le propriétaire était prêt à retirer sa plainte, assurent ses



Pour ne pas avoir respecté la mise à ban du domaine de la Baume, à Enges, un septuagénaire du village a été condamné à 10 jours-amende avec sursis. DAVID MARCHON

avocats. «Nous demandions juste que les prévenus s'engagent à ne plus pénétrer dans le domaine, et chaque partie assumait ses frais», témoignent-ils. Mais les prévenus ont refusé. C'est peut-être une erreur, car deux des trois accusés ont été punis. Par de légères peines.

Mais les deux condamnés doivent supporter les frais d'avocats du plaignant à hauteur de quelque 8000 francs.

Condamnés, relaxés et recondamnés

L'homme relaxé est le beau-fils de l'agriculteur qui ex-

ploite l'une des deux parcelles du domaine de la Baume, et à qui il donne des coups de main. Comme ce terrain est en fermage, il avait le droit de s'y rendre pour aider son beau-père.

Il en va autrement des deux autres... Le premier a admis avoir

proféré un juron sous la caméra située devant le portail du domaine. Il ne savait pas que l'installation enregistrait aussi les sons. Il écope de trois jours-amende avec sursis durant 2 ans. Quant au septuagénaire, qualifié de «personnage» par son avocat Michel Bise (accompagné de Benoît Fracheboud), il a été condamné à 10 jours-amende, également avec sursis, pour avoir pénétré sur la parcelle à ban. Le rentier a été effrayé par le montant des indemnités dues au plaignant et par les frais de justice mis à la charge des condamnés.

Mais ce n'est peut-être pas la dernière fois que les deux condamnés affrontent la justice. Car ce dossier est fait de rebondissements et un recours est encore possible.

A l'origine de l'affaire, le Ministère public avait sanctionné les trois prévenus. Ils avaient fait opposition et le tribunal avait considéré que les caméras étaient illicites. Par conséquent, la justice avait blanchi les trois prévenus.

L'affaire est ensuite remontée au Tribunal cantonal, qui a cassé le premier jugement. Les juges ont estimé que certaines caméras étaient licites, d'autres pas.

Fin du conflit

C'est donc avec des moyens de preuves réduits que s'est tenue l'audience du 27 septembre. Il manquait, par exemple, la vidéo de l'homme qui a proféré un juron. Mais comme il a reconnu les faits, il a été condamné. En fin d'audience, Valérie Nys a apporté une précision qui pourrait signifier l'épilogue des procédures: le domaine agricole est en vente.